

À la présidentielle, aux législatives, pas une voix ouvrière pour les partis bourgeois (UMP, FN, Modem, EELV). A bas Sarkozy !

Vote inconditionnel au premier tour pour les candidats présentés par les partis d'origine ouvrière, PS, Front de gauche, NPA, LO et au second tour pour le candidat de ces partis le mieux placé après engagement de désistement réciproque

Pour un gouvernement des seuls PS-FdG sans ministres d'organisations bourgeoises

Front unique pour imposer à un tel gouvernement la satisfaction des revendications ouvrières



Grève des agents de sécurité des aéroports, décembre 2011

Élections

Éditorial :	p 2
Bilan de 5 années de gouvernement Sarkozy	p 5
Les programmes des partis bourgeois : UMP, FN, Modem, EELV	p10
Les programmes des partis ouvriers bourgeois : PS, FDG, NPA, LO	p12
Mobilisations en Europe	
Mobilisations en Europe contre les plans d'austérité	p17
Interventions	
<i>Section CGT de Chauffailles (71)</i>	p19
<i>CGT Finances publiques du Rhône</i>	p20
<i>CGT-Pep du Rhône</i>	p21
Grève des éboueurs du Grand Lyon	p23

ÉDITORIAL :

A bas Sarkozy et l'UMP !

Pour un gouvernement des seuls PS et Front de Gauche, sans ministres issus de partis bourgeois, rompant avec la Vème République bonapartiste

La classe ouvrière trépigne d'impatience d'en finir avec le gouvernement Sarkozy et avec la majorité UMP. Alors que ce gouvernement fait l'objet d'un profond rejet dans la classe ouvrière et la jeunesse, les responsables du PS comme du Front de gauche, du NPA ou de LO ont tout fait pour que ce gouvernement ne soit pas balayé par la rue, comme cela était possible lors de la mobilisation sur les retraites de 2010. Ils se sont ainsi moulés dans le respect du calendrier de la Vème République. Cela fait plus d'un an que la classe ouvrière attend les élections présidentielles pour en finir avec la politique anti-ouvrière du gouvernement Sarkozy.

Ainsi, les grèves qui se développent depuis fin 2011 (grève des agents de sécurité des aéroports, des métallurgistes d'ArcelorMittal, des éboueurs de Lyon, ...) témoignent de cette recherche d'engager le combat, avant-même les élections, contre le gouvernement, contre sa politique. Elles sont un signal pour indiquer à un futur gouvernement dirigé par le PS que les travailleurs entendent défendre leurs revendications.

Assez de concertation, il faut imposer aux directions syndicales de quitter immédiatement les négociations sur les accords de compétitivité

Mais le gouvernement Sarkozy a pu développer ses attaques avec la complicité des dirigeants syndicaux qui ont dernièrement tous accepté de se rendre au sommet pour l'emploi permettant ainsi à Sarkozy de faire voter la TVA sociale. A la suite de ce sommet social, des négociations sont en cours avec les responsables syndicaux pour la mise en place d'accords de compétitivité dont l'objectif est de développer la flexibilité par l'augmentation du temps de travail sans augmentation de salaire ; les accords d'entreprise pourraient déroger aux accords de branche et au Code du Travail.

Pas une voix ouvrière pour les partis bourgeois, vote inconditionnel pour les partis d'origine ouvrière ; pour un gouvernement du PS, du FdG sans ministres représentants de partis bourgeois

Dans ce contexte électoral où chaque travailleur, chaque jeune va voter individuellement, savoir pour qui voter est un réel problème.

Certains comptent voter dès le premier tour pour le PS afin d'avoir le maximum de chance au second tour de se débarrasser du candidat de la bourgeoisie, Nicolas Sarkozy.

Pour d'autres, le vote PS n'est pas si évident du fait de sa politique passée et de son programme qui n'a rien d'un programme ouvrier (voir article dans ce bulletin). Le vote pour Mélenchon, candidat du front de gauche, paraît séduisant pour nombre de travailleurs qui voient dans le programme du Front de gauche un programme plus proche des intérêts ouvriers. Pour autant, si le Front de gauche annonce abroger certaines réformes du gouvernement Sarkozy et avance quelques revendications économiques proches des intérêts des travailleurs, il ne remet pas en cause fondamentalement ni la propriété capitaliste ni l'État bourgeois (voir analyse dans ce bulletin). Et puis certains travailleurs hésitent à voter Front de gauche au premier tour de peur d'affaiblir la possibilité de voir le PS au second tour pour battre Sarkozy.

C'est pourquoi, nous appelons à un vote de classe aux élections présidentielles comme aux législatives, à un vote inconditionnel pour les candidats présentés par les partis d'origine ouvrière, au choix PS, Front de

gauche, NPA ou LO au premier tour. Tous ces partis doivent s'engager avant même les élections à un désistement réciproque pour le ou les candidats de ces partis le mieux placé pour aller au second tour dans la perspective de battre les candidats des partis bourgeois (UMP, Modem, FN, EELV).

La défaite de l'UMP, de Sarkozy aux présidentielles constituerait une victoire de la classe ouvrière et ouvrirait la voie à la mobilisation de la classe ouvrière pour tout d'abord imposer au futur gouvernement l'abrogation de toutes les lois anti-ouvrières de Sarkozy (voir article sur les cinq années de bilan du gouvernement Sarkozy) et au-delà pour la satisfaction de leurs revendications.

Pour l'instant, la seule solution de rechange au pouvoir, en l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, est un gouvernement du PS et du Front de gauche sans ministres représentants de partis bourgeois (MRC, EELV notamment).

Réalisons le Front unique pour imposer à un gouvernement PS-FdG la satisfaction des revendications ouvrières

D'un tel gouvernement, s'il arrivait au pouvoir, les masses exigeraient immédiatement la satisfaction de leurs revendications, en premier lieu l'abrogation des lois anti-ouvrières de Sarkozy :

- la loi du 31 janvier 2007 relative à la modernisation du dialogue social :
- la loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail
- la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie
- la fusion de l'ANPE et des ASSEDIC au sein de Pôle Emploi
- la LRU et toutes les lois concernant l'Éducation Nationale, de la maternelle à l'université
- les lois sur le service minimum (transports, Éducation nationale, transport aérien)
- la mise en cause des régimes spéciaux
- la loi Bachelot sur les Hôpitaux
- la loi sur l'allongement du départ à la retraite
- la suppression de la taxe professionnelle et l'exonération de l'ISF
- la RGPP et la fin du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite
- la fin des exonérations fiscales et de cotisations sociales pour le patronat
- etc.

Mais au-delà, les travailleurs exigeraient des mesures contre le chômage et pour la défense de tous les acquis ouvriers, en premier lieu le Code du travail, les statuts de la Fonction publique et la Sécurité sociale. Ainsi, les travailleurs devront imposer à un gouvernement PS-FdG au minimum :

- **L'interdiction de tous les licenciements** (tout licenciement, boursier ou non, étant insupportable à tout travailleur)
- **L'annulation pure et simple de la dette**, pas un sou de remboursement aux banques
- **Le retour à la retraite à 60 ans pour tous et aux 37,5 années de cotisation** calculées sur les 10 meilleures années
- **L'exigence d'un seul contrat de travail, le CDI ; la défense du statut de la fonction publique**, l'arrêt des suppressions de postes
- **La défense du salaire différé, de la Sécurité sociale**, l'arrêt des exonérations de cotisations patronales

Telles doivent être les revendications que doivent reprendre dès à présent les centrales syndicales. La satisfaction de ces revendications est incompatible avec des compromis pour gérer la crise tels que l'envisage le Parti socialiste en annonçant une Conférence nationale pour la croissance et l'emploi qui se tiendrait à la mi-juillet. Le but de cette Conférence sera d'associer patronat et syndicats pour trouver des solutions à la crise, qui ne peuvent être prises qu'en sacrifiant les acquis ouvriers. En effet, le retour à la croissance ne peut s'appuyer que sur une diminution de la valeur de la force de travail, soit en mettant en cause des acquis ouvriers que financent le patronat soit par l'augmentation de la productivité du travail (augmentation du temps de travail, réorganisations des processus de production et des services ...). C'est pourquoi, les responsables syndicaux doivent s'engager à ne pas participer à une telle Conférence.

Mais la satisfaction de ces revendications nécessiterait inévitablement de s'attaquer à la propriété capitaliste : **expropriation des banques et des grandes trusts de l'énergie, de la sidérurgie, des transports, du BTP, des entreprises pharmaceutiques et laboratoires, automobiles, de la grande distribution, de la téléphonie, de l'informatique ...**

Mais parce que la satisfaction de ces revendications est contradictoire avec le maintien du système capitaliste et qu'aucun parti actuel ne semble prêt à les défendre, les travailleurs et la jeunesse doivent dès à présent s'organiser pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Le 2 avril 2012



Cinq années de gouvernement Sarkozy : quels enseignements politiques ?

A la veille des élections présidentielles, il est important de revenir sur le contexte qui a permis l'arrivée de Sarkozy et de l'UMP au pouvoir et de caractériser la politique qu'ils ont menée pendant cinq ans.

Les élections de 2007 : la candidature Royal, une machine à perdre

Le contexte politique de 2012 n'est pas le même que celui de 2007. En effet, après les puissantes grèves et manifestations du printemps 2006 qui avaient abouti au retrait du CPE, vainquant ainsi Chirac, les dirigeants du PS et du PCF ont refusé d'engager le combat pour chasser Chirac et son gouvernement en disant qu'il fallait préparer les élections de 2007.

Fin 2006, était montée ce que nous appelons « l'opération Royal » dont la candidature se faisait contre le PS. Tentant de s'affranchir du parti, elle avait d'ailleurs créé « Désirs d'avenir », un regroupement hors parti. En défendant ostensiblement les valeurs de la patrie, de la famille, et de la Marseillaise, nombre de travailleurs s'en sont détourné. Pourtant, auparavant, les travailleurs avaient battu Sarkozy et Bayrou aux élections régionales et cantonales (puis européennes) de 2004, et aussi lors du référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel. Logiquement, les travailleurs auraient pu se saisir du vote PS contre le candidat de la bourgeoisie en 2007. Mais tout était fait pour laisser Sarkozy s'imposer : le PC, et même la LCR et LO, ont joué la carte de la division face à un PS n'offrant ainsi pas de perspective de gouvernement ce qui permit de propulser la candidate Royal, une machine à perdre.

L'élection de Sarkozy en 2007, un coup sévère pour la classe ouvrière

La victoire électorale de Sarkozy avec 53% des voix contre Royal a permis à la bourgeoisie de constituer un véritable gouvernement de guerre contre la jeunesse, contre la classe ouvrière. Le gouvernement s'est en effet attaqué aux régimes spéciaux de retraite (SNCF, RATP ...), a remis en cause la retraite à 60 ans, a supprimé des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, a disloqué l'Enseignement public et l'Université (autonomie des universités, casse du statut des enseignants, etc.), a poursuivi les attaques contre le code du travail (rupture conventionnelle) et contre la Sécurité sociale (franchise non remboursée sur les actes médicaux, loi Bachelot ...).

Comment Sarkozy a-t-il gagné les présidentielles de 2007 ? En défendant clairement le programme de la bourgeoisie ! A l'inverse, la classe ouvrière a perdu les élections parce que Royal s'est située sur le même terrain que Sarkozy : « l'identité nationale », « la valeur travail » ... tournant le dos aux revendications des salariés, de la jeunesse. Pourtant, Sarkozy avait une claire conscience de l'hostilité de la masse de la jeunesse et des salariés à sa politique. En dépit de sa défaite, la population laborieuse et la jeunesse n'ont pas renoncé à défendre leurs revendications. Les travailleurs ont été trahis par les dirigeants de leurs organisations qui respectent les intérêts de la bourgeoisie française. Mais le surgissement de nouvelles mobilisations que redoutait Sarkozy contre sa politique ne s'est pas fait attendre.

Automne 2007-printemps 2008 : la classe ouvrière reprend le combat sur fond de crise et défit l'UMP aux élections municipales

A l'été 2007, la bulle immobilière aux États-Unis éclate et se propage à l'Europe où se développe de manière aiguë une crise de la dette. La cavalcade financière et monétaire mise en place depuis des décennies pour tenter de trouver des débouchés aux capitaux en soif d'investissements et de profits rapides est mise à mal. Les États ont dû renflouer massivement les banques en faillite. Mais l'heure est à la facture. Les intérêts des dettes des États explosent. L'économie était déjà rentrée en récession. Il faut désormais payer les intérêts aux banques. Cette situation exige que les États bourgeois portent des coups sévères aux acquis des prolétariats, notamment en Europe. C'est dans ce contexte que le gouvernement Sarkozy accélère les réformes, ce qui suscite des mobilisations importantes.

Dès l'automne 2007, les étudiants et les travailleurs ont engagé le combat. Nul ne pourra accuser la jeunesse et les travailleurs d'avoir laissé passer sans combattre les attaques conduites par le gouvernement

Sarkozy. La mobilisation à la SNCF l'atteste : le 18 octobre 2007, à la SNCF, à la RATP les travailleurs ont largement participé à journée de grève convoquée par les organisations syndicales. Ils se sont de nouveau massivement mobilisés en novembre. À l'Université, la ténacité à combattre pour l'abrogation de la loi Pécresse fut indéniable.

Ces mobilisations mettaient en cause Sarkozy et son gouvernement.

Mais il faut dire que le combat des étudiants et les travailleurs fut saboté par les dirigeants des syndicats.

Une « véritable trahison », dirent nombre de cheminots ou d'étudiants. Ceci prit trois formes :

- le refus de reprendre à leur compte les vraies revendications ;
- les négociations des projets gouvernementaux ;
- l'éparpillement par catégories, le refus du véritable combat contre Sarkozy et son gouvernement.

Ainsi, à l'Université, l'UNEF refusa toujours d'exiger le retrait de la loi Pécresse et en négocia les moindres détails. Quand la grève éclata pour l'abrogation de la loi, ce fut malgré elle ; elle rejeta jusqu'au bout le mot d'ordre d'abrogation avant d'appeler à mettre fin à une grève qu'elle n'avait pas lancée.

À la Ratp et à la SNCF, la CGT – principal syndicat - ne demanda jamais le retrait du projet gouvernemental et accepta (comme la Cfdt) de discuter de la liquidation des régimes spéciaux, d'abord au niveau national puis par entreprise.

Quant au PS comme au PCF, ils ne se prononcèrent pas plus pour la défense inconditionnelle des régimes spéciaux !

Le "dialogue social", contre les revendications

C'est après cinq mois de négociation que le Medef a obtenu un accord portant un coup sévère aux contrats de travail : allongement de la période d'essai ; rupture conventionnelle négocié ; mise en place de contrats de missions,.... Et la CGT, même si elle n'a pas signé, a permis que les négociations aillent à leur terme en empêchant ainsi toute mobilisation des salariés.

Fillon l'a dit : 2008 a été l'année du dialogue social, de la « démocratie sociale »....

Le 15 mai 2008, contre la politique de Sarkozy, contre les réformes, les suppressions massives de postes, la mise en cause des statuts, les enseignants se sont à nouveau mobilisés aux côtés des fonctionnaires.

À peine la manifestation parisienne commençait-elle à se disperser que Sarkozy annonçait qu'un projet de loi limitant le droit de grève des enseignants serait déposé avant l'été.

En effet, pour faire passer ses réformes (la réforme des programmes dans le premier degré, la réforme des lycées...), pour s'attaquer aux statuts (« mobilité » des enseignants, mise en œuvre de l'annualisation des services, mise en cause de la nomination sur poste et recrutement par le chef d'établissement...), Sarkozy a dû mettre en cause le droit de grève. À cette fin, il a procédé dans l'enseignement comme il l'a fait pour les transports publics : appuyé sur la « concertation » menée des semaines durant avec les dirigeants syndicaux, il a fait définitivement voter le 2 août 2007 la loi sur « le dialogue social et la continuité du service public » limitant le droit de grève dans les transports publics.

Une défaite électorale massive

Cette volonté de résistance à la politique de Sarkozy a nourri les élections municipales de 2008, qui se sont traduites par une large défaite des candidats de Sarkozy, ceux de l'UMP mais aussi ceux soutenus par Bayrou. Pourtant, aucune de ces mobilisations n'a pu briser l'offensive de Sarkozy. Et celle-ci n'a nullement faibli avec sa défaite électorale. Au contraire, elle s'est poursuivie avec une rare ampleur : 80 000 nouvelles suppressions de postes dans l'Enseignement public, réforme des retraites.

Avec la puissante manifestation du 19 octobre 2008, après la forte grève et les nombreuses manifestations du 20 novembre, s'est exprimée la volonté de combattre des travailleurs, dans l'unité, avec l'ensemble des organisations syndicales, contre la politique de Sarkozy. Car l'offensive du gouvernement contre l'enseignement public, contre l'Université et la Recherche, par le biais d'une douzaine de réformes et « plans » divers, forme un ensemble parfaitement cohérent.

2009 : une volonté de combat encadrée par les appareils syndicaux : combat dans l'Éducation Nationale, grève générale en Guadeloupe, ... ; défaite de l'UMP aux élections européennes

La mobilisation à l'Université, de même que les puissantes manifestations du 29 janvier 2009 se sont dressées contre toute la politique menée par Sarkozy contre la jeunesse et les salariés. Le 22 janvier, la première coordination nationale des universités a appelé à une « grève totale, reconductible et illimitée », et elle a fixé les objectifs : le retrait du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, et le retrait du projet de « mastérisation » des concours de recrutement des enseignants du premier et du second degré.

Une mobilisation historique s'est développée des semaines durant en Guadeloupe puis à la Martinique. La revendication salariale a cristallisé le combat des salariés. Ce combat a entraîné à sa suite toutes les couches de la population qui subissent le coût excessif de la vie.

Les manifestations du 19 mars ont été d'une ampleur exceptionnelle : plus de deux millions de manifestants, davantage que le 29 janvier et autant que lors des dernières grandes manifestations du printemps 2006 contre le CPE. Mais Sarkozy a aussitôt déclaré qu'il poursuivrait sa politique. A l'Université, la mobilisation s'est poursuivie pendant plus de deux mois. Mais Péresse ainsi que Darcos, n'ont rien cédé.

Dans l'enseignement et la Recherche, les différentes réformes formaient un tout cohérent. Pour cette raison, la Coordination nationale des Universités du 20 février a eu raison d'appeler à l'action « de la maternelle à l'université », pour le retrait des réformes Darcos-Péresse. Mais les responsables syndicaux du premier et second degré ont répondu à cet appel par des actions épisodiques, une manifestation un mercredi ou une journée de grève isolée. Ce qui n'était pas à la hauteur de l'enjeu : mettre fin à la politique du gouvernement sans se fixer l'objectif de la grève générale, dans l'unité, de la maternelle à l'Université.. La grève générale de la maternelle à l'université ouvrirait immédiatement la voie à la grève générale de toute la classe ouvrière. La mobilisation de la Guadeloupe a montré que c'est en réalisant l'unité, et par la grève générale, qu'il est possible de mettre en échec le patronat et le gouvernement.

La 6^e coordination des universités a « demandé la démission » de Péresse et Darcos. Mais les ministres ne font qu'exécuter la politique de Sarkozy. Aussi la 7^e coordination du 23 mars a-t-elle précisé qu'« au-delà de ces deux ministres » c'est « la légitimité même » du gouvernement qui commençait à se poser. Ce qu'exprimait ainsi cette 7^e coordination, c'est le fait que Sarkozy ne reculerait, au moins provisoirement, que si la mobilisation générale menaçait son pouvoir. Le 19 mars, nombre de manifestants ont mis en cause Sarkozy et son gouvernement. Un quotidien a noté que « *“Sarkozy casse toi” fut le slogan vedette dans les cortèges du 19 mars* ». Mais, François Hollande voulait préserver Sarkozy : « *Les Français ne sont pas dans un règlement de comptes personnels : ils veulent que la politique de l'État change* ». A l'inverse de Hollande, ce que disaient nombre de manifestants, c'est qu'on ne peut faire face à la politique du gouvernement sans remettre en cause Sarkozy et son gouvernement. Il fallait donc se fixer l'objectif d'infliger une défaite politique à Sarkozy, pour le battre et le chasser sans attendre 2012.

Alors que les directions syndicales ont tout fait pour isoler les mobilisations du printemps et refusé d'appeler à la Grève générale contre le gouvernement, elles ont largement aidé Sarkozy à mener sa politique. Elles ont participé, en premier lieu la direction de la CGT, aux États-Généraux de l'industrie dont l'objectif était de permettre à la bourgeoisie française de refaire des profits acceptables. Mais une forte opposition à la politique de prise en charge de l'appareil des exigences patronales et gouvernementales s'est constituée au sein de la CGT, en témoigne la tentative de candidature de Delanoye contre Thibault au dernier congrès confédéral.

2010 les appareils au secours de Sarkozy

La mobilisation contre la réforme d'allongement du départ à la retraite a constitué une véritable lame de fond de toute la classe ouvrière contre la politique du gouvernement Sarkozy.

Ce sont plusieurs millions de travailleurs et de jeunes, de tous les secteurs, qui se sont saisis des journées d'action convoquées par les appareils syndicaux pour manifester leur rejet de la politique de Sarkozy, à la solde de la bourgeoisie. Cette mobilisation a rassemblé toutes les couches de travailleurs, dans toutes les régions de France, des villes, comme des campagnes. Objectivement, cette mobilisation a pris un caractère politique. Au-delà de la question des retraites, la classe ouvrière entendait se rassembler contre

le gouvernement, dans une situation de crise aigue du capitalisme, qui induit une mise en cause des acquis collectifs de la classe ouvrière.

Une des caractéristiques de ce mouvement a été la formidable solidarité ouvrière qui s'est manifestée entre les travailleurs de différents secteurs, solidarité que craint la bourgeoisie. C'est bien la capacité des travailleurs à bloquer le pays, et au-delà, à gouverner, à planifier l'économie selon les besoins sociaux et non plus en fonction du profit, que la bourgeoisie redoute et qu'elle cherchera à annihiler.

Ce qui était en effet à l'ordre du jour dès le 7 septembre, c'était la Grève générale, comme moyen de centralisation de la mobilisation et de blocage du pays. La Grève générale ce n'est pas la généralisation de grèves reconduites boîte par boîte mais c'est un plan d'action décidé et organisé au sommet et mis en action par la base, dirigé contre le gouvernement et le patronat. Mais de cela, les dirigeants syndicaux et politiques n'en n'ont pas voulu car cela posait la question d'en finir avec le gouvernement.

Au lendemain de la défaite de l'UMP aux élections régionales, Sarkozy programmait un remaniement gouvernemental. Mais ce remaniement a été empêché par la mobilisation obligeant l'UMP à resserrer les rangs pour éviter que la classe ouvrière ne s'engouffre trop profondément dans la brèche de ses divisions internes.

Ce n'est pas la détermination de la classe ouvrière et de la jeunesse qui a fait défaut. Mais la participation des dirigeants syndicaux au Conseil d'Orientation des Retraites (COR), le cadencage des mobilisations, ont permis au gouvernement de déposer son projet de loi. Ils ont convoqué des journées d'action pour appuyer les négociations et non pour exprimer clairement « A bas le projet de réforme du gouvernement, retour aux 37.5 ans ». Alors que le projet de loi était déposé à l'Assemblée nationale, ils ont refusé de se prononcer pour son retrait et n'ont pas organisé la montée massive à Paris, devant l'Assemblée Nationale pour interdire à la majorité UMP le vote du projet de loi. Ils ont tout fait pour refuser d'appeler à la Grève générale tous travailleurs unis contre le gouvernement, bloquant le pays.

La leçon à tirer de cette mobilisation est de comprendre la nécessité de s'organiser pour imposer aux directions syndicales et politiques d'origine ouvrière les véritables revendications ouvrières et la centralisation du combat des travailleurs.

2011 : les révoltes au Maghreb ; défaite de l'UMP aux cantonales partielles

Une fois de plus, Sarkozy, son gouvernement et l'UMP ont été laminés sur le plan électoral. Après les défaites aux élections municipales de 2008 et régionales de 2010, l'UMP a enregistré son plus bas score historique avec 16% des voix aux élections cantonales partielles. L'abstention a été massive (autour de 55%) car c'était la première fois, depuis le décalage d'un an en 2008 des municipales, que les élections cantonales partielles n'étaient pas couplées avec d'autres élections locales. Elles présentaient cependant un enjeu national ; le résultat a été cinglant : le gouvernement Sarkozy et l'UMP étaient massivement rejetés.

Mais le gouvernement ayant pu faire passer sa réforme des retraites, de nouveaux coups se préparaient avec la complicité des dirigeants syndicaux.

Début 2011, ce sont les masses des pays du Maghreb qui entamaient de puissantes manifestations qui ont abouti à chasser les dictateurs, Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte. En France, des manifestations de soutien aux peuples arabes ont réuni quelques milliers de travailleurs. Pour autant, le mode production capitaliste n'a pas été mis en cause et les régimes en place n'ont pas changé de nature et restent toujours inféodés à l'impérialisme ; les travailleurs mènent encore des combats en Tunisie, en Égypte pour la satisfaction de leurs revendications. Dans ses mobilisations, les travailleurs se sont organisés sur leur propre terrain de classe, avec la création par exemple en Égypte d'une centrale syndicale ouvrière.

Alors que la crise de la dette fait rage, à la fin de l'été 2011, Fillon, après avoir rencontré tous les dirigeants syndicaux, a présenté le 24 août 2011 des mesures d'austérité : 1 milliard d'€ en 2011 et 11 milliards en 2012. Ce plan a touché les travailleurs : augmentation de l'assiette de la CGS, augmentation de la CGS sur les contrats de mutuelle, taxes sur les alcools, tabac et boissons sucrées ... Les entreprises contribueront à hauteur de 4 milliards (sur les 12) alors qu'elles ont bénéficié de 25 milliards de cadeaux fiscaux depuis 2008. Mais le programme de l'UMP pour 2012 entend aller plus loin, et imposer que la

durée du travail relève des relations contractuelles, avec des négociations entreprise par entreprise, beaucoup plus favorables au patronat, en lieu et place de la Loi qui aujourd'hui s'impose à tous.

Pourtant la bourgeoisie française a rarement été dans une telle difficulté. Ses banques sont attaquées, son principal parti, l'UMP, après les débâcles aux régionales et cantonales est historiquement défait au Sénat, et rattrapé par des affaires laissant augurer une corruption phénoménale. Rien ne lui permettrait de rester en place sans la duplicité et le jeu de division des organisations ouvrières.

Ainsi, après les 12 milliards d'économies annoncés fin août, le gouvernement Sarkozy-Fillon a annoncé le 7 novembre 2011 un nouveau plan de rigueur de 7 milliards d'€ pour 2012 et 17 milliards d'ici 2016 : relèvement de l'âge de départ à la retraite à 62 ans dès 2017 au lieu de 2018, désindexation partielle des prestations familiales et des aides au logement, économies de 500 millions sur les dépenses d'assurance maladie, suppression de 500 millions de crédits pour les ministères, augmentation des impôts directs et indirects (TVA), jour de carence pour les fonctionnaires. Ce sont encore les travailleurs qui doivent payer la crise alors que le patronat a été exonéré de plus de 5 milliards par la suppression de la taxe professionnelle et que l'ISF a été amputé de plus de 2 milliards.

Les Primaires du PS : un cadre de dislocation qui masque le combat pour imposer un programme de défense de la classe ouvrière

Les Primaires socialistes ont été la décalque de la Vème République bonapartiste, consécration du Président-Bonaparte, prétendant gouverner au dessus des partis. Les Primaires favorisent la dislocation du parti, permettant aux différents candidats de s'affranchir peu ou prou du parti. Derrière les différentes candidatures aux Primaires socialistes, certains y ont vu des tendances plus ou moins « de gauche » ou « de droite ». En réalité, les nuances étaient minces entre les différents candidats. Ce qui est certain, c'est qu'aucun candidat, à commencer par Hollande, ne défendra les intérêts des travailleurs.

La question est donc posée de savoir si le Parti socialiste, comme les partis du Front de gauche et du NPA, défendront dans un cadre de gouvernement du Front unique, les véritables revendications ouvrières.

Les appareils du mouvement ouvrier renvoient aux élections de 2012

En acceptant de se rendre au « sommet social » convoqué par Sarkozy le 18 janvier, les dirigeants syndicaux lui ont montré leur soumission et lui ont ainsi donné la possibilité de continuer sa politique anti-ouvrière jusqu'au bout de son mandat. B. Hortefeux a déclaré que « *le sommet social du 18 janvier a été un succès pour le gouvernement car tous les représentants syndicaux sont venus et sont restés* ». Fort de cet appui, le gouvernement poursuit son offensive contre les acquis ouvriers : TVA sociale, limitation du droit de grève dans les transports aériens ...

Sarkozy a également impulsé les accords dits de « **compétitivité-emploi** » qui doivent être négociés entre syndicats et patronat dans les deux mois à venir. Une première rencontre a eu lieu ce 17 février entre syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC) et patronat (Medef, CGPME, et Upa). L'objectif est de **développer la flexibilité par l'augmentation du temps de travail sans augmentation de salaire** ; les accords d'entreprise pourraient déroger aux accords de branche et au Code du Travail. Comme l'explique Agnès Le Bot, négociatrice pour la CGT, « *le Medef essaye d'obtenir plus de flexibilité au détriment des salariés. Ils ont beaucoup tergiversé, mais on connaît leur ambition de fond* ». La CGT n'a donc rien à faire dans ces négociations !

Pendant le quinquennat de Sarkozy, les travailleurs ont de nombreuses fois indiqué leur rejet de sa politique par les grèves, les puissantes manifestations de 2009 et 2010 et à l'occasion des élections (européennes et régionales). Alors qu'il était possible lors de la mobilisation sur les retraites d'avancer la perspective d'une grève générale politique orientée contre ce gouvernement bourgeois, les directions syndicales et politiques d'origine ouvrière ont refusé d'affronter ce gouvernement et ont renvoyé la classe ouvrière aux élections présidentielles.

La question centrale aujourd'hui est donc d'en finir avec Sarkozy et l'UMP, en finir avec cette politique de remise en cause des acquis ouvriers. Il convient donc de tout faire pour les chasser du pouvoir c'est pourquoi les militants du Groupe Révoltes avancent pour les élections des mots d'ordre permettant de rassembler l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse dans un camp pour faire face à la bourgeoisie, la combattre et la chasser du pouvoir (voir article dans ce même numéro).

Les programmes de l'UMP, du Modem, d'EELV, du FN : des variantes de partis bourgeois

Des partis d'origine bourgeoise au service de la bourgeoisie

L'UMP est issue du RPR, parti gaulliste ; le Modem est issu de l'UDF, parti d'une bourgeoisie plus libérale, le Front national a toujours été un parti très réactionnaire emprunt de poujadisme et s'en prenant à la fraction la plus exploitée de la classe ouvrière, les travailleurs d'origine immigrée. EELV regroupe une partie des Verts et Europe écologie. Ce regroupement comme celui des Verts précédemment n'existe que parce que le PS lui laisse une place sur le plan électoral. Il exprime une recherche à caractère petit-bourgeois d'une fraction aisée de la classe ouvrière, ne trouvant pas dans le PS une solution ouvrière à la crise. Le rôle historique des Verts est de faire le pont entre le PS et la bourgeoisie.

- UMP : c'est le parti historique de la bourgeoisie française sous la Vème République, issu du RPR. Sa création par Chirac en 2002 devait permettre d'absorber nombre de courants ou partis bourgeois satellites du RPR ou de l'UDF. Il n'y est que partiellement parvenu. Mais l'objectif historique de l'UMP-ex RPR est de gouverner au-dessus des partis, d'en finir avec une représentation de classe ce à quoi il n'a pas abouti pour le moment.
- FN : c'est l'aiguillon de la bourgeoisie française. Le programme du FN contre les travailleurs issus de l'immigration, c'est finalement le gouvernement UMP qui l'a mis en œuvre. Pour l'heure la sortie de l'€ et de l'Europe n'est pas souhaitable pour la bourgeoisie française. A ce titre le FN n'est pas son parti traditionnel même si dans une situation de crise économique exacerbée menant à la guerre entre impérialismes, le FN pourrait devenir le bras armé de la bourgeoisie française acculée pour la destruction physique de la classe ouvrière.
- Modem : à la suite de la création de l'UMP, l'UDF est rentrée en crise car n'intégrant pas la majorité parlementaire. La création du Modem tentait de redonner un second souffle à une représentation d'une fraction plus libérale de la bourgeoisie, qui considère qu'il vaut mieux jouer au maximum la carte du dialogue social et de la cogestion que l'affrontement avec la classe ouvrière. Sa fonction en 2007 était de viser au rapprochement avec le PS ce qui a été rendu impossible par la défaite de Royal et surtout par les mobilisations contre le gouvernement UMP. Mais au final, le Modem a soutenu le gouvernement UMP.
- Europe Écologie-Les Verts (EELV) : nés dans les années 70, les Verts défendent les idées de l'écologie politique, ce qui est souvent confondu avec la défense de l'environnement. Ils occupent un espace laissé par les partis d'origine ouvrière. L'écologie politique ne sert qu'à ouvrir de nouveaux marchés pour redonner du souffle au système capitaliste. Cependant, il reste inconcevable qu'un système qui prône la recherche de profit prête réellement attention aux retombées écologiques sur la planète. L'exemple en est donné avec les panneaux photovoltaïques qu'on ne sait pas recycler et qui contiennent nombre de produits polluants.

Si l'UMP et le Modem sont ouvertement des partis bourgeois, organisant et représentant directement la bourgeoisie comme corps social constitué, détenteurs des moyens de production, le FN et EELV représentent plutôt des forces petites bourgeoises mais avec comme volonté de faire le lien avec la classe ouvrière. Ils n'existent que parce que les organisations d'origine ouvrière ont failli au rôle historique du prolétariat, à savoir renverser le système capitaliste pour instaurer une société communiste.

Des programmes bourgeois

Les programmes de ces partis doivent être analysés selon le rôle politique de chacun de ses partis.

Le projet de l'UMP est un programme de défense des intérêts de la bourgeoisie qui entreprend la casse des acquis ouvriers afin de tenter de restaurer le taux de profit des patrons. Après 5 ans de politique contre les acquis collectifs de la classe ouvrière, le projet de l'UMP 2012 entend accentuer les coups : d'un côté, cadeaux faits aux patrons (exonérations de cotisations patronales, accords de flexibilité du travail, développement de l'apprentissage patronal, protectionnisme), de l'autre, poursuite des attaques contre les acquis ouvriers (chasse aux immigrés, poursuite de la RGPP et application aux collectivités locales, traque des précaires, mise en cause de la Sécurité sociale ...).

Un extrait tiré du programme illustre clairement la marche à suivre : *« on a observé une remobilisation autour de l'image des syndicats à l'occasion de grands débats nationaux (...) La conséquence est que les grandes réformes nécessaires à l'évolution de la société sont freinées ou même reportées, la cohésion sociale est fragilisée par des conflits sociaux et le rapport au travail est dévalué, car perçu comme un terrain de conflit qui créera des perdants et des gagnants. »*. L'UMP a clairement conscience que sa politique suscite un fort rejet et des mobilisations qui cristallisent les rapports entre les classes sociales. Aujourd'hui, l'UMP entend affronter directement la classe ouvrière pour la défaire.

Le programme proposé par le Front national fait porter la responsabilité de la crise à la frange la plus exploitée du prolétariat. Malgré les vives critiques faites envers l'UMP, le Front National reprend nombre de ses propositions : l'inscription dans la constitution de la règle d'or des déficits publics ou l'augmentation de la TVA. Ce projet est clairement dans une lignée bourgeoise nationaliste.

Le Front National cherche à exploiter les peurs et les désarrois pour s'enfermer dans une société en repli identitaire, liberticide, discriminatoire et raciste. Le fascisme est l'un des dernier recours avec le Front populaire pour faire barrage aux masses. Cette option ne semble pas être choisie pour le moment par la bourgeoisie française mais les choses peuvent évoluer dans un contexte de crise aiguë.

Le MODEM reste un parti bourgeois qui applique les mêmes règles avec la même volonté que l'UMP avec un faux semblant de « social-bourgeoisie ». Cela correspond aux aspirations d'une part de la petite bourgeoisie et fait corroie de transmission entre le PS et l'UMP.

EELV : Le programme est fondamentalement contradictoire :

- Volonté de diriger l'économie tout en maintenant voire en renforçant la production capitaliste et son anarchie ;
- Volonté de multiplier lois, taxations et interdictions qui pourraient pénaliser une classe de capitalistes, mais qui auront tout loisir de les remettre en cause puisqu'ils ne seront pas expropriés ;
- Multiplication des aides, et investissements ciblés dans des secteurs intrinsèquement non rentables, incapables de soutenir une concurrence internationale et de générer des profits, tout en ayant la volonté de réduire les déficits et la dette.

Le programme est contradictoire car il concentre les contradictions de la petite bourgeoisie : un ordre social plus « juste » par le maintien de la propriété privée des moyens de production dans le cadre d'un meilleur capitalisme, vert, propre, moral et indifférent au profit, sans grands bourgeois, sans multinationales, sans concentration, sans armée, sans guerre, sans conflit... bref, sans l'analyse de ce que produit le capitalisme et pourquoi.

Pas une voix ouvrière aux élections présidentielle et législatives pour les partis bourgeois

**Élection présidentielle : vote classe contre classe !
Aucune voix ouvrière aux candidats de la bourgeoisie
(FN, UMP, Modem EELV) !**

**Vote inconditionnel pour les partis d'origine ouvrière
(PS, FG, NPA, LO) !**

Au second tour : vote pour le parti d'origine ouvrière qui reste en lice !

Tout faire pour battre Sarkozy !

Le rejet de Sarkozy par la jeunesse et la classe ouvrière est profond. Et, à n'en pas douter, en l'absence de parti ouvrier révolutionnaire et d'un candidat défendant un véritable programme ouvrier, les travailleurs se saisiront du bulletin de vote Hollande, Mélenchon, Poutou, ou Arthaud pour battre Sarkozy.

Un parti ouvrier révolutionnaire ferait campagne aujourd'hui en mettant en avant les revendications économiques immédiates en réponse aux besoins des salariés : abrogation de toutes les lois anti-ouvrières du gouvernement Sarkozy (retraites, LRU, lois antigrevé ...), annulation de la dette, interdiction des licenciements, réduction massive du temps de travail, création et répartition d'emplois entre toute la population active, indexation des salaires, des pensions et des allocations sur les prix, logements, santé et instruction gratuits ...

Ces revendications sont incompatibles avec le maintien de la propriété privée des moyens de production, sont incompatibles avec le maintien d'une production capitaliste.

Seul un parti ouvrier révolutionnaire porté au pouvoir par les travailleurs pourrait réellement les appliquer. C'est à la construction d'un tel parti que nous entendons participer ; pour la prise du pouvoir par et pour la classe ouvrière.

Mais, malgré l'absence d'un tel parti, il convient de tout faire pour que Sarkozy et l'UMP soient chassés du pouvoir.

C'est pourquoi il importe d'ouvrir une perspective politique claire pour répondre à cette exigence :

Pas une voix pour les candidats des partis bourgeois (FN, Modem, UMP, EELV, Dupont Aygnant). Ces partis ont été directement construits par la bourgeoisie, ou la petite bourgeoisie.

Pour cela, nous appelons la jeunesse et l'ensemble des travailleurs et privés d'emplois à voter au premier tour pour le candidat d'origine ouvrière de leur choix (PS, FG, NPA ou LO) et au second tour pour celui qui restera en lice.

Nous appelons les confédérations syndicales ouvrières (CGT, FO) et les fédérations syndicales (FSU, FDSU) à appeler sans ambiguïté à un tel vote, au 1er comme au second tour.

Enfin nous appelons aussi les partis d'origine ouvrière (PS, FG, NPA, LO) à annoncer dès à présent qu'ils se désisteront au second tour pour celui d'entre eux qui sera le mieux placé.

La classe ouvrière et la jeunesse doivent se rassembler, avec leurs organisations syndicales et politiques, pour exiger la satisfaction de leurs revendications.

Aucun programme en défense de la classe ouvrière

Mais nous ne nourrissons aucune illusion sur le fait que ces organisations (PS, FG, NPA, LO) puissent aujourd'hui satisfaire ces revendications, et s'engager sur la voie qui mène au socialisme. Ces organisations qui ont été construites par la classe ouvrière ont depuis longtemps renoncé à la révolution socialiste, que ce soit le PS (ex SFIO) ou le PCF, et plus récemment le PG (émanation du PS). Quant au NPA (ex LCR) et à LO, leur refus systématique de la tactique du front unique ouvrier qui consiste à rassembler l'ensemble des travailleurs avec leurs organisations pour faire face à la classe bourgeoise, est

quasiment leur marque de fabrique. Ils font ainsi le jeu de la bourgeoisie qu'ils prétendent vouloir combattre.

La méfiance voire le rejet que ces partis inspirent à la jeunesse et à la classe ouvrière est aussi très profond. Les travailleurs ont le souvenir brûlant des trahisons orchestrées par les directions de ces partis tant lorsqu'ils exerçaient le pouvoir que lorsqu'ils impuissantaient les mobilisations.

Aujourd'hui ces mêmes partis présentent des candidats aux élections présidentielles et les programmes qu'ils développent ne sont pas des programmes en défense des travailleurs, des programmes en rupture avec le capitalisme ; ce sont des programmes bourgeois parce qu'ils respectent le système capitaliste de production, refusent catégoriquement de le mettre en cause (PS) ou semblent le critiquer sans jamais l'attaquer réellement (FG, LO, NPA).

François Hollande : un programme en défense du capitalisme français

Le programme politique de Hollande pour les élections présidentielles de 2012 est centré sur la défense de la place de la France dans le monde, et donc en premier lieu la défense du patronat français et plus largement des intérêts de la bourgeoisie française.

Ainsi sa volonté de résorber la dette d'ici 2017 ne peut que signifier la poursuite d'une politique de rigueur : restriction budgétaire, non remplacement de tous les postes de fonctionnaires, refus de l'interdiction des licenciements ... Il sait pertinemment que sa politique va heurter les aspirations des salariés. Ainsi lorsqu'il indique qu'il ne fera « aucune promesse que je ne serai capable de tenir », qu'il prône le raisonnable ... il annonce à mots couverts la suite.

En même temps, il tire aussi les leçons du passé : Jospin qui annonçait qu'il n'avait pas un programme socialiste ou Royal qui a mené sa campagne sur des positions réactionnaires comme La Marseillaise ... ont eu le sort que l'on connaît. C'est pourquoi aujourd'hui, dans une situation où l'immense majorité veut en finir avec la politique de Sarkozy et de l'UMP, et dans un contexte pré-électoral où Mélenchon se voit créditer parfois de 14% d'intention de vote dans les sondages, Hollande avance des mesurette qui, loin d'être révolutionnaires, existent néanmoins : taxation à 75% des plus riches, rétablissement de l'ISF, rétablissement de 60000 postes dans l'Education Nationale en 5 ans, gel du prix des carburants pendant trois mois, augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire ... mais il est vrai qu'avec ça, les salariés sont loin du compte.

Ces mesurette sont des emplâtres sur une jambe de bois. A vouloir ramener la dette à néant il faudra au candidat Hollande tailler dans le gras, et il explique clairement que ce ne sera pas dans les caisses des patrons qu'il compte piocher. Il a donné toutes les garanties en ce sens comme par exemple lorsqu'il dit : « *Je ferai des PME une priorité. Je mobiliserai l'épargne des Français, en créant un livret d'épargne industrie dont le produit sera entièrement dédié au financement des PME et des entreprises innovantes.* »

Mais il donne aussi la méthode avec laquelle il entend faire passer ses réformes : « *Dès 2012, j'ouvrirai un cycle de concertation avec les organisations syndicales de la fonction publique* » et dès cet été : « *En juillet, une grande conférence sera organisée avec les partenaires sociaux, que je respecte. Patronat et syndicats débattront des grands sujets du quinquennat* ».

L'objectif affiché est clair : « *Avec nous, les acteurs ne seront pas juste convoqués mais pleinement associés à la préparation. Ce sera un vrai dialogue et non plus son instrumentalisation* », insiste l'entourage du candidat dans Les Echos du 4 avril.

Il veut constitutionnaliser le dialogue social, associer les directions syndicales à la prise de décision, aller vers la cogestion.

Le programme du FG ... la révolution citoyenne pour interdire la révolution sociale

Le Front de Gauche est un regroupement du PCF, du groupe de Mélenchon sorti du PS en 2009 et de petits groupes issus du NPA. Jean Luc Mélenchon a été retenu comme candidat du FG pour les élections présidentielles.

Le programme qu'il défend revêt des aspects particulièrement chauvins comme pouvaient le faire les anciens programmes du PCF et intègre des revendications attendues par les travailleurs : abrogation de la RGPP, abrogation de toutes les lois qui ont cassé le code du travail, notamment rétablissement du

principe de faveur, abrogation de toutes les aides fiscales au logement spéculatif privé, abrogation de la loi LOPPSI II, HADOPI et les lois sécuritaires, abrogation de la loi Bachelot, pour une politique nationale de l'éducation dans une logique de service public avec l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement de tous les postes supprimés ...

Ce discours a pour objectif de peser entre les deux tours sur le PS afin qu'il intègre telle ou telle mesure, et offre telle place dans le prochain gouvernement ou telle circonscription lors des prochaines élections législatives de juin. Le but du FG et de Mélenchon n'est en rien d'ouvrir une réelle perspective aux masses laborieuses mais d'occuper une place à la gauche du PS laissée vacante par le PCF.

Pour les révolutionnaires trotskistes, le rôle des partis communistes dans le monde, du PCF en France, depuis l'avènement du stalinisme dans l'ex URSS et à l'échelle internationale, était de servir de courroie de transmission des orientations politiques de la bureaucratie du Kremlin. Cette caste n'avait aucun intérêt à ce qu'une révolution ouvrière soit victorieuse quelque part dans le monde (particulièrement en Europe) ; une telle victoire aurait impulsé une espérance à l'intérieur même de l'URSS, redonnant du souffle à l'opposition révolutionnaire pour le renversement de la bureaucratie. Ainsi, la bureaucratie stalinienne était une force réactionnaire, œuvrant pour la restauration du capitalisme.

Ainsi les PC, satellites du Kremlin, ont toujours joué un rôle contre révolutionnaire : refus du front unique ouvrier et d'alliance avec le SPD allemand en 1932 et 1933 amenant Hitler au pouvoir ; refus du front unique en Espagne pour combattre le fascisme ...

Avec la restauration du mode de production capitaliste et l'éclatement de l'URSS, le rôle politique des partis communistes dans le monde changeait brutalement. L'effondrement numérique et électoral qui s'en suivit a mis le PCF au bord de l'agonie.

Mais, dans une situation de crise capitaliste aiguë depuis 2008, la nécessité de maintenir le taux de profit des capitalistes dicte aux partis bourgeois de mener une offensive contre les acquis ouvriers.

Ce que nous avons vécu ces dernières années en France (mais aussi en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, même en Tunisie et en Egypte) et ce qui est à l'ordre du jour, ce sont de puissants affrontements de classe. Dans ce cadre là, les appareils traîtres du mouvement ouvrier ont joué leur rôle de cadennage des mobilisations, leur interdisant toute perspective politique de rechange, ils ont assuré pour l'instant le maintien du mode de production capitaliste au Maghreb et, isolant les mobilisations, ils ont permis aux réformes et aux plans d'austérité d'être appliqués.

A la place donc du PCF, les contre-révolutionnaires ont besoin d'une force politique capable de jouer le même rôle de barrage aux masses. En sortant sans combat du PS, Mélenchon veut occuper cette place.

Dans son livre Qu'ils s'en aillent tous ! vite la révolution citoyenne, écrit en octobre 2011, il explique très clairement : « *je souhaite une révolution citoyenne en France. L'adjectif « citoyenne » indique à la fois le moyen et la finalité de cette action. Ces deux précisions sont décisives en raison de l'imagerie puérile qui associe stupidement la révolution avec je ne sais quel complot pour un « grand soir » armé.* » Les choses sont claires : le « grand révolutionnaire » Mélenchon, flanqué du « non moins révolutionnaire » PCF, a une peur bleue de la révolution sociale ! Il a la prétention de renverser le capitalisme par les urnes ! Comment personne n'y a pensé avant ? Il est évident que les capitalistes et bourgeois de tout poil qui ont, dans un passé pas si lointain, armé la fasciste « cagoule », vont se laisser exproprier sans réagir !

En réalité, bercer les masses de cette douce illusion est une nouvelle trahison, les détournant de la nécessité de construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, c'est les laisser désarmées face au capital. Le discours de Mélenchon peut paraître séduisant pour certains. Son verbiage gauchisant ponctué de formules comme « casse toi pauvre con ! » laisse croire qu'il s'agit d'une réponse aux revendications.

Mais c'est précisément cette attente qui effraie Mélenchon. Dépassé par son succès, il se retrouve sans voie, place de la Bastille, devant quelque 100 000 personnes : il laissa ce jour là dans sa poche ses revendications « les plus gauches », pour s'en tenir à un discours plus policé, plus édulcoré, se contentant d'évoquer des thèmes comme celui de la parité homme/femme.

Pour la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, d'une internationale ouvrière révolutionnaire !

Les militants du Groupe Révoltes entendent contribuer à la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de l'internationale ouvrière révolutionnaire dont la nécessité pour la classe ouvrière n'a jamais été aussi importante.

Pour cela, le premier pas est d'aider au rassemblement de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse, avec leurs organisations traditionnelles (partis et syndicats), pour constituer un véritable front unique ouvrier, un rassemblement de toute la classe ouvrière autour de ses revendications.

En France aujourd'hui, cela signifie créer un front unique de classe contre Sarkozy, pour le chasser. C'est pour cela que nous mettons en avant la nécessité que chaque parti d'origine ouvrière (PS, FG, NPA, LO) se disent dès aujourd'hui, avant le premier tour, prêt à se désister pour le candidat de ces partis qui restera en lice pour le second tour. Sans illusion encore une fois sur le caractère révolutionnaire de ces partis, il s'agit en fait de créer un nouveau rapport de force dans le pays, où la classe ouvrière et la jeunesse seraient rassemblées pour défendre leurs revendications. Cette masse serait en attente et en position favorable pour exiger la satisfaction de ses revendications économiques et politiques. La lutte qui en suivrait serait une véritable lutte des classes, camp contre camp, et de ces mobilisations grandira la conscience de la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire en France.

A notre échelle nous intervenons en ce sens, dans nos milieux de travail, dans nos syndicats et nous essayons de rassembler autour de nous des collègues, des jeunes.

Nous avons également une claire conscience que ce n'est pas à l'échelle d'un pays que le socialisme peut être construit. Partout dans le monde cette même nécessité s'impose. L'exploitation n'a pas de frontière, le capital est mondial, la classe ouvrière doit donc avoir une organisation mondiale pour y faire face, s'imposer, prendre le pouvoir, exproprier la bourgeoisie et organiser la production en fonction des besoins des masses.

L'Europe de Bruxelles est l'Europe des capitalistes où chaque pays qui la compose est un État capitaliste avec une bourgeoisie nationale. Les intérêts communs des capitalistes européens les ont poussés à construire ce nouvel espace de libre circulation des biens, marchandises et personnes, doté d'une monnaie unique. Mais ce nouveau marché est aussi le terrain où s'affrontent les différentes bourgeoisies nationales, avec leurs intérêts propres et leurs antagonismes. Cette construction européenne est un panier de crabes car c'est une Europe des capitalistes où chacun, dans le cadre d'une concurrence non faussée, tente de tirer la couverture à lui sous peine de crever. Dans le cadre de la crise qui se développe depuis 2008, les antagonismes entre les différents impérialismes sont plus prononcés. Les impérialismes tentent de faire payer à leur propre classe ouvrière la crise du mode de production capitaliste : les plans d'austérité se multiplient, les coups contre les acquis ouvriers pleuvent.

La lutte des classes du prolétariat est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu. Chaque prolétariat national doit prendre le pouvoir dans son propre pays. Mais on ne construit pas "le socialisme dans un seul pays". Le prolétariat prenant le pouvoir dans un pays quelconque d'Europe, et notamment en Allemagne et en France, donnerait une formidable impulsion aux prolétariats des pays européens qui seraient incités à prendre le pouvoir.

Les prolétariats d'Europe ont un besoin brûlant d'une Europe réellement unie. Eux seuls sont en mesure de la constituer. C'est pourquoi, sur les drapeaux rouges des prolétariats d'Europe, doit être inscrit :

A bas l'union Européenne,

A bas les traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Lisbonne !

A bas l'Euro !

Vive les États Unis Socialistes d'Europe !

NPA et LO : des couteaux sans lame !

Le NPA - créé à partir de la dissolution de la LCR en 2009 - vit sa première élection présidentielle mais on est bien loin de l'effervescence de la constitution, lorsque Le NPA annonçait approcher les 10.000 cartes ! En effet si le parti a vu un temps défiler un grand nombre d'adhérents, notamment de jeunes qui cherchaient une issue politique dans la constitution de ce nouveau parti aux références élargies et dissolues, il est aujourd'hui grandement marginalisé.

Le NPA paie sa politique de division anti front-unique qui l'avait déjà sanctionné en 2009 avec le refus de rejoindre le Front de Gauche lors des élections européennes (occasionnant le départ de militants dont Christian Picquet qui crée Gauche Unitaire puis rallie le Front de gauche), puis en 2010 lors des élections régionales.

Le Candidat Philippe Poutou, qui a eu beaucoup de mal à réunir ses 500 signatures, a multiplié les déclarations contre François Hollande. Ainsi, il déclarait déjà en octobre dernier que si le PS arrivait au pouvoir, le NPA constituerait une opposition à gauche en rupture avec le PS. En outre, il définit le principal désaccord avec le Front de Gauche comme étant le fait que ce dernier considère qu'il est possible de gouverner avec le PS. Le NPA considèrerait-il donc que le PS est un parti définitivement bourgeois ?

Ouvrir le feu contre le PS aujourd'hui, avant les élections, est assurément une erreur, car, en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, les masses ne manqueront pas de se saisir du PS pour vaincre Sarkozy. Ce faisant le NPA ne contribue qu'à brouiller un peu plus les cartes même si son programme comporte des revendications élémentaires.

Pour exemple : le NPA se positionne pour un meilleur partage des richesses, ce qui ne pose absolument pas la question d'en finir avec le mode de production capitaliste et l'accaparement de la plus value par les capitalistes, bourgeois, financiers et rentiers.. De même sur la question des déficits, il se prononce pour un audit de la dette, comme si une partie de la dette pouvait être légitime !

Par ailleurs, la progression dans les sondages des intentions de vote pour Mélenchon et le Front de Gauche, n'est pas sans conséquence sur certains militants du NPA qui se posent la question de l'intérêt d'une candidature séparée FG/NPA. Trois cadres du Parti viennent d'ailleurs d'annoncer qu'ils voteraient pour Mélenchon le 22 avril. (Tribune dans Libération en date du 22 mars). Cette situation résume en définitive la position contradictoire du NPA qui n'est pas parvenu à s'ériger en parti de masse comme il l'espérait après sa fondation, notamment parce qu'il refuse toute alliance avec le reste de la gauche. Ces contradictions ne peuvent l'amener qu'à un échec politique majeur : l'explosion est à l'ordre du jour.

Lutte Ouvrière de son côté avance une série de revendications, la plupart associées historiquement au mouvement ouvrier, comme l'échelle mobile des salaires, des retraites et des pensions, l'interdiction des licenciements et le maintien intégral du salaire jusqu'au retour à l'emploi, et enfin le contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises. LO explique que ce programme ne peut être imposé que par la lutte. Cependant rien n'est dit sur les perspectives, seule la lutte syndicale et para syndicale compte. LO entretient donc l'illusion que le mouvement dégagera seul les perspectives politiques nécessaires au renversement de la société. Cependant l'apologie du mouvement ne peut être que contre-productive pour les masses.

Ce regroupement replié sur lui-même a un fonctionnement de donneur de leçons : lui seul dit vrai et quand les travailleurs l'auront compris, ils viendront à LO. Cette conception l'entraîne également dans le refus du front unique ouvrier et impuissante totalement la classe ouvrière.

La guerre est engagée contre les travailleurs d'Europe du sud !

De la Grèce au Portugal en passant par l'Espagne, des mesures anti-ouvrières d'une rare violence frappent les travailleurs des secteurs public et privé, actifs, chômeurs comme retraités.

Pour garantir les prêts octroyés par les banques et l'UE, les mesures prises par les gouvernements de droite sont identiques d'un pays à l'autre :

① le chômage de masse (près de 25% et 50 % chez les jeunes de moins de 25 ans) est une aubaine pour imposer la baisse des salaires et pensions, et assurer ainsi de fabuleux profits pour les actionnaires et les patrons (augmentation de 20% des dividendes servis aux actionnaires du géant de l'énergie portugaise, Galp Energia).

② une inflation de 3 à 5 % - notamment des produits alimentaires et de l'énergie – aggrave la misère de tous les salariés et retraités dont les revenus baissent et les impôts augmentent (dont la TVA)

③ le démantèlement du Code du travail par la libéralisation des licenciements, notamment économiques que les entreprises n'auront plus à justifier et que les salariés ne pourront plus contester. Les indemnités de licenciement sont réduites de moitié ; contrats précaires et temps partiels remplacent le CDI. C'est la flexibilité dont rêvent les patrons et l'UMP en France et qui doit sortir des « négociations compétitivité-emploi » !

④ la privatisation des services publics (transports, énergie, eau, santé, etc...) permet de mieux les démanteler et de réduire de plusieurs dizaines de milliards d'euros le budget des États.

Pour contrer ces attaques frontales et sans précédents depuis les dictatures qui ont dirigé ces Etats jusque dans les années 1970, les centrales ouvrières multiplient les appels à la « grève générale ».

Le dimanche 12 février 2012, les **Grecs** ont manifesté massivement leur colère devant le Parlement au cri de « *voleurs, voleurs* » à l'adresse des députés et des ministres : le vice-ministre du travail a été le premier à démissionner jugeant « insoutenable pour les travailleurs » les plans de rigueur imposés par l'UE et les banques. Le parti d'extrême droite LAOS a retiré son soutien au gouvernement d'union nationale et ses quatre ministres ont également démissionné. Néanmoins, le gouvernement restreint dirigé par Papademos a maintenu le cap des premières réformes à soumettre au Parlement qui les a adoptées le 13 février : en contrepartie d'un prêt de 130 milliards d'euros et de l'effacement de 100 milliards de dette, dix mesures drastiques ont été votées, notamment la baisse de 22% du salaire minimum porté à 586 €, la baisse de 32% du salaire des moins de 25 ans, la baisse de 10% du salaire des fonctionnaires et la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires. Suite à ce vote, le syndicat des policiers grecs a lancé un mandat d'arrêt contre la troïka (UE/FMI/BCE) pour « destruction de cohésion sociale » !

Le 22 mars au **Portugal**, une grève générale était appelée par la seule CGTP (car l'UGT a accepté la réforme du Code du travail) contre le budget d'austérité conforme au « Programme de Stabilité et de Croissance » mis en œuvre par le gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho qui a succédé au 1^o ministre « socialiste » José Socrates au pouvoir depuis mars 2005 et qui avait dû démissionner après le rejet par le Parlement du 4^o plan d'austérité et après avoir perdu les élections anticipées de juin 2011. Le budget 2012 prévoit la hausse de la TVA de 2 points (23%) et de 17% sur le gaz et l'électricité, la hausse de 15% des tarifs des transports publics, la baisse de 27% des salaires de fonctionnaires et le gel des pensions. L'âge de la retraite est porté de 60 à 65 ans pour 40 ans de versement, l'horaire de travail est augmenté d'une demi-heure par jour et le montant et la durée des allocations chômage sont réduits. 7 jours fériés et congés payés sont supprimés...En outre une trentaine d'entreprises publiques doivent être privatisées (aéroports, poste, électricité,...).

C'est contre cette brutale casse sociale que se sont dressés les travailleurs et jeunes portugais qui se nomment eux-mêmes « génération dans la merde ». Au Portugal s'est également développé le mouvement des « indignés » mais les élections législatives de juin 2011 ont porté la droite au pouvoir.

Le 29 mars en **Espagne**, des centaines de milliers de travailleurs se sont mobilisés dans la grève généralisée et des manifestations - où sont apparus des drapeaux républicains - contre la réforme du code du travail, pour refuser de payer la dette et de se soumettre aux plans d'austérité imposés par la bourgeoisie. Une majorité de députés ont en effet adopté en février une série de mesures proposées par le 1^o ministre conservateur Mariano Rajoy, facilitant les licenciements, réduisant les salaires et instaurant la flexibilité du travail. Dans un pays qui compte 5,3 millions de chômeurs (soit 22% de la population active pour 46 millions d'habitants) et où le salaire minimum est de 640 €, ces mesures sont jugées intolérables !

Mais en l'absence de Front Unique Ouvrier, ces manifestations n'ont pas permis de faire reculer le gouvernement mis en place après les élections législatives du 20 novembre 2011 : le **Parti Populaire** a en effet remporté ces élections avec 44,6 % des voix seulement mais avec 186 sièges de députés, loin devant le **PSOE** qui perd 4,5 millions de voix et ne compte que 110 députés. Il s'est totalement disqualifié après avoir gouverné pendant des années au compte de la bourgeoisie.

Mais on peut dire que la victoire du Parti Populaire est d'abord dû à l'éparpillement des voix de gauche plus qu'à un afflux des voix en sa faveur. Il faut noter en particulier le score de **Izquierda Unida** (alliance Verts/Communistes) à 6,9% et 11 députés. Pour leur part, les **Indignés** ont dénoncé le « bipartisme », ont appelé à l'abstention ou au vote pour les petits partis, en refusant de soutenir un parti en particulier et de fonder leur propre parti. Le résultat est là.

Aucune issue gouvernementale n'est ouverte aujourd'hui pour chasser du pouvoir les gouvernements de Pedro Passos Coelho, de Mariano Rajoy ou de Papademos. Dans chaque pays, se pose la nécessaire construction d'organisations ouvrières indépendantes qui ouvrent la perspective de gouvernements de Front Unique en rupture avec la bourgeoisie et la construction d'États-Unis socialistes d'Europe.

Communiqué de la Section multiprofessionnelle C.G.T. de Chauffailles et son Canton

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a convoqué un « sommet social » le 17 janvier 2012 en vue de négocier des « **accords de compétitivité-emploi** » entre syndicats et patronat qui permettraient de signer des accords d'entreprise dérogeant aux accords de branche et au Code du travail. Leur but est d'accroître la flexibilité par l'augmentation du temps de travail sans augmenter les salaires. Il n'y a rien à négocier !

C'est totalement inacceptable comme l'est aussi la « **TVA sociale** » instaurée par la loi en vue de faire cadeau de 13 milliards d'euros aux entreprises ainsi exonérées des 5,4% de cotisations de la branche famille de la Sécurité Sociale. Ce sont donc 1,6 point de TVA qui va alourdir les prix à la consommation et peser sur le pouvoir d'achat des salariés.

D'autant que le nombre de chômeurs a augmenté de 1,2 million de personnes depuis 2007. En janvier 2012, Pôle Emploi dénombrait 2 861 700 chômeurs de catégorie A + 1 400 000 en activité réduite ou en formation, soit environ 10% de la population active. Une aubaine pour les entreprises car un taux de chômage élevé pèse sur les salaires, permet de déréglementer et de précariser l'emploi.

Aujourd'hui, les CDI ne représentent que 48% des contrats du secteur privé. Les 2/3 des nouveaux emplois sont intérimaires. Le plein emploi est le pire ennemi du profit ! Et le patronat voudrait obtenir des facilités de licenciement non seulement pour sauvegarder la compétitivité mais aussi pour l'améliorer ! Ce sont des milliers de suppressions d'emplois qui sont programmées pour après les élections dans l'automobile et les banques par exemple.

Et dans le même temps, l'Etat a fait des cadeaux fiscaux aux entreprises, cadeaux qui ont aggravé la dette que les plans de rigueur nous font payer : primes à la casse dans l'automobile, suppression de la taxe professionnelle (soit 5 milliards), défiscalisation des heures supplémentaires, baisse du taux d'imposition des grandes sociétés de 12% au lieu de 30% pour les PME, etc...

Il est clair que les travailleurs actifs, chômeurs et retraités n'ont rien à attendre d'un gouvernement et d'un candidat très officiellement soutenu par Mme Parisot et le MEDEF. De même qu'ils ne se laisseront pas abuser par le discours anti immigré. Les chômeurs français comme les chômeurs étrangers sont tous des chômeurs du capitalisme français et du capitalisme international. Le patronat et le gouvernement entretiennent sagement la concurrence et la division des travailleurs : c'est leur intérêt mais ce n'est pas le nôtre !

Ce que nous voulons :

- * l'interdiction de tous les licenciements
- * l'annulation de la dette dont se gavent les banques
- * le retour de la retraite à 60 ans après 37,5 années de versement calculée sur les 10 meilleures années
- * un seul contrat privé : le CDI – défense du statut de la fonction publique et le rétablissement des postes supprimés
- * la défense de la Sécurité Sociale et la fin de l'exonération des cotisations patronales.

Intervention CGT Finances Publiques

Un camarade du Groupe Révoltes est intervenu le jeudi 22 mars 2012 lors de l'AG de la CGT Finances Publiques du Rhône préparatoire au Congrès National. Voici son intervention à propos des échéances électorales prochaines et la position que devrait défendre la CGT :

« Le contexte politique dans lequel va se dérouler notre Congrès est marqué par les élections présidentielles et législatives prochaines. La CGT, comme l'affirme régulièrement dans les médias depuis plusieurs semaines Bernard Thibault, ne peut être neutre. La confédération a d'ailleurs publié régulièrement sa position sans ambiguïté contre les positions du FN et le bilan de Sarkozy.

Pour autant elle ne dit pas un mot du programme du Modem, de Dupont-Aygnan ...

La CGT ne peut effectivement rester neutre car elle défend les intérêts des travailleurs. C'est pourquoi elle doit expliquer qu'au-delà du FN et de Sarkozy l'intérêt des salariés est de battre les candidats de la bourgeoisie. Elle doit donc dire clairement : pas une voix ouvrière pour les candidats bourgeois ! et appeler au 1^{er} tour : vote pour le candidat de son choix présenté par une organisation d'origine ouvrière (PS, FG, NPA, LO), et au second tour, pour celui de ces candidats qui restera en lice.

Cet appel, indépendamment du programme politique des uns et des autres, aurait le mérite d'être plus clair (exit la question de l'abstention au second tour par exemple car il faut avant tout chasser Sarkozy du pouvoir). Mais en tant que syndicat nous devons dès à présent anticiper la suite. En cas de défaite de Sarkozy, le prochain gouvernement devra répondre aux revendications. La première exigence que nous devons avancer est l'abrogation des lois anti-ouvrières du quinquennat UMP et à minima l'abrogation de la loi sur la réforme des retraites de 2010, de la LRU, de la loi instaurant la TVA sociale, et des lois restreignant le droit de grève. C'est pourquoi je proposerai en ce sens que notre AG vote une motion au sujet des élections présidentielles pour le Congrès CGT Finances Publiques afin que celui-ci adopte et adresse à la confédération la position suivante :

Parce qu'elle défend les intérêts des travailleurs, la CGT n'est pas neutre face aux prochaines échéances électorales. C'est pourquoi elle doit expliquer qu'au-delà du FN et de Sarkozy, l'intérêt des salariés est de battre tous les candidats de la bourgeoisie.

La CGT doit donc dire clairement : pas une voix ouvrière pour les candidats bourgeois ! et appeler au 1^{er} tour : vote pour le candidat de son choix présenté par une organisation d'origine ouvrière (PS, FG, NPA, LO), et au second tour, pour celui de ces candidats qui restera en lice.

Cette position a été rudement combattue par l'appareil du syndicat expliquant qu'on ne pouvait pas qualifier le PS de parti ouvrier, que le PS était loin de reprendre les revendications portées par la CGT alors que d'autres si, faisant référence directement à Mélenchon, voir au NPA et LO ... Sur la forme également des militants locaux ont tenté d'interdire la mise au vote de la motion, expliquant qu'un tel vote était anti statutaire ...

Soumise au vote, la motion a obtenu : 3 pour ; 5 abstention ; 36 contre ; 1 refus de vote

Une telle position reviendrait très certainement à appeler pour le second tour à voter Hollande. En refusant un tel vote, l'appareil de la CGT fait le jeu de Sarkozy au prétexte que PS et UMP sont les mêmes ; l'abstention ouvrière favoriserait Sarkozy. Refuser cette prise de position c'est tourner le dos à l'aspiration des travailleurs et des jeunes d'en finir avec Sarkozy et l'UMP. Mais en fait l'appareil se dispose déjà pour la suite : Si Hollande remporte les élections il a déjà annoncé qu'il comptait sur la participation des centrales syndicales à de grandes négociations pour faire passer des réformes qui s'annoncent dans la continuité de la politique menée par Sarkozy. La CGT sait qu'elles ne sont pas conformes à ce que les travailleurs attendent. Mais plutôt que de se disposer pour combattre toute mesure anti ouvrière que pourrait prendre le futur gouvernement, elle s'apprête à impuissanter les mobilisations des travailleurs contre ces réformes en participant aux négociations d'une part et en indiquant par ailleurs « on vous l'avait bien dit : vous avez voté Hollande, vous avez ce que vous méritez ».

Les travailleurs devront imposer leurs revendications aux confédérations syndicales afin de défendre leurs acquis. Pour cela ils devront s'organiser et c'est bien à cette organisation que les militants du Groupe Révoltes entendent apporter leur contribution.

Communiqué de la CGT Privés d'Emploi et Précaires du Rhône décidé en réunion mensuelle syndicale du 12 janvier 2012

Nous, chômeurs et précaires, sommes particulièrement touchés par les questions de l'emploi. Nous subissons au quotidien la politique de précarisation de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement.

Le sommet pour l'emploi ouvert le 18 janvier prépare une nouvelle offensive contre les travailleurs avec ou sans emploi. Ce sommet n'est que la continuité de la politique mise en œuvre par Nicolas Sarkozy au cours de son mandat et ne cesse de jeter les travailleurs dans la misère. Pire, il marque l'accélération du calendrier des réformes avant les élections pour mettre en cause les acquis ouvriers.

De plus, cette initiative nous rappelle qu'à la fin du mouvement contre la réforme des retraites, Chèreque et Parisot avaient ensemble annoncé sur France 2 que leur prochain combat à mener serait celui pour l'emploi. Aujourd'hui le gouvernement emboîte le pas et organise ce forum.

Le menu est annoncé :

- *-La remise en cause des bases du financement de la Sécurité sociale; davantage de flexibilité dans les horaires de travail ;
- *-Des mesures fiscales et financières pour alléger le « coût du travail» (suppression des prestations familiales, du versement transport à la charge des entreprises et exonérations des cotisations sur salaires jusqu'à 3 fois le Smic) ;
- *-Une hausse de la CSG, de la TVA ;
- *-L'assouplissement de certaines règles en matière d'hygiène et de sécurité ;
- *-La baisse des salaires, en proposant des accords « maintien d'emploi si baisse de salaire».

Nous sommes inquiets que la CGT participe à ce forum qui nous semble être une initiative du MEDEF et de la CFDT soutenue par le gouvernement. Nous ressentons cette participation comme une humiliation de plus.

Nous pensons que la participation des syndicats a été organisée par le gouvernement de façon à donner une apparence "démocratique" sur des mesures antisociales qui de toute façon sont ficelées d'avance. Ne serait-il pas préférable que la CGT boycotte cette grande messe à la veille des élections?

Le syndicalisme que nous défendons est celui du militantisme de terrain, de la défense de nos intérêts par l'action. Nous serons présents dans les mobilisations y compris le 18 janvier pour combattre l'ensemble de la politique antisociale de ce gouvernement et pour défendre nos droits et nos acquis!

La CGT PEP du Rhône.



Intervention à la CGT-Pep du Rhône, à propos de l'élection présidentielle

Comme chacun le sait, les élections présidentielles qui marquent le calendrier politique de la 5eme république se dérouleront prochainement. Bien que nous n'ayons aucune illusion sur les perspectives politiques qui se dégagent de ce cadre, il est important, en tant que syndicat de chômeurs et de précaires, de se positionner clairement vis à vis de cette échéance.

Depuis bientôt 5 ans, Sarkozy et son gouvernement au service du patronat n'ont cessé de mener des attaques contre les travailleurs et les salariés. Et nous, chômeurs et précaires, n'avons jamais été aussi nombreux et aussi durement frappés qu'aujourd'hui.

C'est pourquoi nous appelons à un vote classe contre classe. Pas une voix d'ouvrier, de chômeur ou de précaire ne doit aller aux partis bourgeois UMP-Modem-FN! Au premier tour, vote pour le candidat des partis issus du mouvement ouvrier de son choix (PS, FG, NPA, LO) et au second, pour celui d'entre eux le mieux placé afin de battre Sarkozy et la bourgeoisie.

Si l'un de ces partis était porté au pouvoir il devrait en premier lieu mettre en place l'abrogation de toutes les lois anti-ouvrières du gouvernement Sarkozy. Car quel que soit le prochain gouvernement, nous n'accepterons pas qu'il condamne les travailleurs au chômage et à la misère au nom de la crise capitaliste.

Nous nous battons pour la satisfaction des véritables revendications des chômeurs et des précaires telles que:

- L'interdiction des licenciements,
- l'indemnisation du chômage jusqu'au retour à l'emploi,
- le partage du temps de travail, et l'embauche massive en CDI
- la défense du salaire différé et de la sécurité sociale avec l'arrêt des exonérations de cotisations patronales,

Nous appelons les précaires et les sans-emplois à s'organiser au plan syndical avec la CGT-PEP pour porter ces revendications et préparer les combats futurs !



La grève des éboueurs de la communauté urbaine de Lyon :

un combat pour la régie

Imposons aux PS et Front de gauche le retour en régie

de tous les services publics (déchets, eau ...)

Les éboueurs du Grand Lyon ont entamé une grève reconductible le 12 mars à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-CFDT-CFTC-UNSA pour le retrait de la réorganisation de la collecte qui vise à redonner tout le centre de l'agglomération, Lyon et Villeurbanne, aux entreprises privées.

Certes G. Collomb veut privatiser entièrement la collecte de Lyon-Villeurbanne, mais après tout, il a pu le faire pour moitié en 2007 sans que l'intersyndicale ne mobilise les agents de la Propreté.

Alors pourquoi lancer une grève longue avec piquets de grève dans les dépôts amenant une répression de la part de la direction du Grand Lyon par la justice bourgeoise qui a prononcé une ordonnance d'expulsion des grévistes des dépôts et ce à la veille des élections présidentielles ?

Les travailleurs n'ont bien sûr pas d'illusion sur le Parti socialiste. Les agents du Grand Lyon subissent la politique de Collomb depuis de nombreuses années : privatisation des services publics, recours à des contractuels, primes au mérite, réorganisations permanentes, management autoritaire Pourtant les responsables syndicaux ont toujours accepté le dialogue social avec l'administration ! Il faut d'ailleurs bien rappeler que Collomb ne gouverne pas seul mais avec des élus du PC, du PG qui acceptent de s'allier avec d'authentiques bourgeois, le groupe Synergie, pour certains ex-UDF et pour d'autres ex-UMP !

Pour autant, les travailleurs aspirent aujourd'hui fortement à se débarrasser en premier lieu du gouvernement Sarkozy au pouvoir. Et c'est bien la priorité. Ils auraient pu le faire à plusieurs occasions, notamment lors de la puissante mobilisation contre la réforme des retraites mais les responsables syndicaux ont tout fait pour éviter une grève générale politique contre Sarkozy et les responsables des partis d'origine ouvrière ont renvoyé les travailleurs à 2012. Cela fait plus d'un an que la classe ouvrière trépigne d'impatience d'en finir avec Sarkozy.

Pour cela, ils utiliseront les partis qu'ils ont à disposition à savoir le Parti Socialiste et le Front de Gauche principalement. Une solution gouvernementale est donc immédiate : un gouvernement des seuls PS-FdG.

Mais si beaucoup de travailleurs n'ont pas d'illusion sur le PS, certains peuvent en avoir sur le FdG qui offre aujourd'hui un programme en apparence radical, prônant l'abrogation d'un certain nombre de réformes de Sarkozy et quelques revendications ouvrières. Mais ce programme ne prétend nullement s'attaquer à la propriété capitaliste.

Le FdG semble également avoir l'assentiment de plusieurs centaines de responsables syndicaux. Mais certains de ces dirigeants syndicaux affiliés au FdG expriment une politique de division face au PS.

Il ne faut pas se tromper d'ennemi. L'ennemi de classe c'est la bourgeoisie, ce sont l'UMP, le Modem, le FN.

Les travailleurs utilisent le PS et le FdG sur le terrain électoral, en l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, pour faire barrage à la bourgeoisie. C'est bien l'enjeu de ces élections. Une défaite de Sarkozy ouvrirait la voie à la mobilisation de toute la classe ouvrière pour imposer à un gouvernement du Front unique, du PS-du FdG, la satisfaction des revendications ouvrières et en premier lieu :

- l'interdiction de tous les licenciements,
- l'annulation de la dette
- l'abrogation des réformes anti-ouvrières de Sarkozy,
- la défense du salaire différé, de la Sécurité sociale, du code du travail, des statuts de la fonction publique,
- la fin du non-remplacement des fonctionnaires et le rétablissement de tous les postes supprimés ...

La responsabilité aujourd'hui des directions syndicales, locales comme nationales pour soutenir le combat des éboueurs est de porter l'exigence auprès du Parti Socialiste et du Front de Gauche du retour en régie de tous les services publics (gestion des déchets, eau ...)

N'oublions pas que le PC et les dirigeants du PG ont largement participé au gouvernement Jospin qui a amené à la défaite de 2002, tellement sa politique était contraire aux intérêts ouvriers. N'oublions pas que dans toutes les collectivités locales, le PC et le PG gouvernent avec le PS et gèrent la pénurie !

Nous n'avons aucune illusion ni sur le PS ni sur le FdG. Pourtant, il n'y a pas d'autre solution aujourd'hui que de porter un gouvernement du PS et du FdG au pouvoir. Les travailleurs devront s'organiser pour lui imposer de rompre avec la 5^{ème} république bonapartiste, avec la cogestion, avec la bourgeoisie.

Ce combat poserait inévitablement la question de constituer un véritable gouvernement ouvrier qui exproprierait le capital. Pour cela, la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire est indispensable.

